OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

JOURNAL DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

MERCREDI, 6 février 1850.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement.

L'un des membres nommés à la présente session, le Dr M. Dimitry, vient de prêter serment et prend sa place.

L'Orateur nomme à la Chambre :

Le Dr M. Dimitry, une table pour être annexée à mon rapport.—Référée au comité de l'éducation.

Un commission lue du Gouverneur, renfermant le rapport des commissaires nommés par le Gouverneur Johnson, relativement à la préservation de la ville de la Nlle-Orléans de l'inondation.

Sur motion, ce rapport est référé à un comité spécial de 7 membres, et l'impression en est ordonnée.

Un sénat est accordé à MM. Perkins, Moore et Annatier.

L'Orateur nomme MM. Caldwell, membre du sénat des lords, et vice-chancelier, et Wilson, par M. Bovee, dans le comité chargé d'examiner les affaires de la Compagnie de Navigation d'Orléans.

Les pétitions suivantes, soumettant les pétitions suivantes :

M. Richardson.—Pétition de plusieurs citoyens des Attakapas, demandant certains privilèges.—Référé au comité des améliorations intérieures.

M. Lewis.—Pétition de Patrick Keating, en demande de arrears.—Référée au comité des propositions et griefs.

M. Caldwell.—Informations additionnelles à nos Sénateurs et nos Représentans au Congrès, relativement aux explosions des bateaux à vapeur.

Les membres suivants donnent avis qu'ils présenteront sous peu les actes suivants :

M. Sever.—Acte pour défendre de tenir les bureaux d'élection dans les cafés, cabarets ou tout autre lieu où il se débite des liqueurs spiritueuses en détail.

M. Watson.—Acte pour amender la section 32, No 32 du Code Noir.

M. Arceneaux.—Acte en faveur de A. A. Mouton.

M. Ramage.—Acte relatif à la communauté de biens, approuvé le 25 mars 1844.

M. Lardoux, secrétaire privé du Gouverneur, vient annoncer à la Chambre que son Excellence a approuvé et signé la résolution qui accorde un congé de 10 jours à l'Auditeur des comptes publics.

M. Fleming, au nom du comité des propositions et griefs, auquel ont été référés "l'acte en faveur d'Auguste Cherry et Jeanne Cler, son épouse, résidans de la Nouvelle Orléans, et l'acte en faveur de John Williamson," rapporte le fait de mettre à la Chambre sans amendement.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référée la pétition de A Richard, demande que cette pétition soit référée au comité des affaires paroissiales.

Sur motion, le dit rapport est adopté.

Le même membre, de la part du même comité auquel a été référée la pétition de John Perkins, rapporte par le bill intitulé :

"Acte pour venir en aide à John Perkins.

Le même membre, au nom du même comité auquel a été référée la pétition de Victor Vincent, h. c. l., fait un rapport défavorable à la dite pétition.

M. Larue, au nom du comité de finances auquel ont été référés les bills et les pétitions qui suivent, fait un rapport défavorable aux dits bills et pétitions, savoir : Pétition des propriétaires du Courrier de la Louisiane.

Acte pour autoriser la liquidation des affaires de la Banque des Artisans et Commerçans de la Nouvelle-Orléans.

Acte en faveur de l'Association Charitable des Pompiers.

Acte pour exempter certains citoyens de la paroisse d'Ouest-Féliciana, du paiement de la taxe d'Etat pour l'année 1849.

Pétition de P. U. Hingle et J. Martin.

M. Tête, au nom du comité des affaires paroissiales auquel ont été référés les bills suivants intitulés :

Acte pour diviser les les 7me et 9me districts de Juri de Police de la paroisse de Concordia; et

Acte pour autoriser le juri de police de la paroisse des Natchitoches, à prélever une taxe pour l'entretien des chemins, rapporte les dits actes à la Chambre avec des amendemens.

M. Latur, au nom de comité spécial, auquel a été référée la pétition de sept cents ouvriers, rapporte par le bill intitulé :

Acte pour aider à l'établissement d'un Institut à l'usage des ouvriers dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

M. Watts, au nom de la majorité du comité d'éducation, auquel a été référée le mémoire de la Municipalité No. 2, soumet le rapport suivant :

Le comité d'éducation publique, auquel avait été référé un mémoire du Conseil de la Seconde Municipalité de la Nouvelle-Orléans, demandant une appropriation de $34,977 60 (60 cents) quatre mille neuf cent soixante-et-dix-sept piastres et soixante cents), a pris le dit mémoire en considération et rapporte que les faits énoncés dans le mémoire demandent justice en vertu d'un acte intitulé : " Acte pour autoriser l'émission des bons de l'Etat en faveur de la ville de la Nouvelle-Orléans, approuvé le 15 mars 1839. La Municipalité No. 2 a fait avec l'Etat un échange de bons pour une somme de $500,000 (cinq cent mille piastres), les bons de la Municipalité portant intérêt au taux de six pour cent, tandis que les bons de l'Etat ne portent que cinq pour cent. La Seconde Municipalité a pourtant payé au trésorier de l'Etat jusqu'en 1847, le un pour cent de différence entre les deux séries de bons. Cette différence se élevée en tout à une somme de $31,977 60-100 (trente-quatre mille neuf cent soixante-dix-sept centièmes et soixante cents) la pétitionnaire demande le remboursement de cette somme et une dispense de payer plus longtemps la différence d'intérêt, laquelle plus tard, à la condition pour la Municipalité de payer ponctuellement l'intérêt sur les bons de l'Etat.

Le pétitionnaire démontre de plus, que non-seulement le dit intérêt a été payé régulièrement par la Municipalité a racheté en outre un semblable deux cent neuf bons de l'Etat se montant en tout à une somme de cent trente mille piastres et qu'elle a en main une autre somme de $50,000 (cinquante mille piastres), déposée dans une caisse d'amortissement créée à l'effet d'éteindre la dette. D'après cet état de choses, le comité voit clairement que l'Etat a reçu de la Municipalité une somme de $34,977 60-100 pour laquelle la Municipalité n'a reçu aucune compensation. Le comité est unanime dans l'opinion que cette somme devrait être remboursée à la Municipalité en toute justice, équité et bonne foi, déplore vivement l'amorçalité de la transaction entre les deux parties contractantes. Le comité est unanime dans l'opinion que la cause d'amortissement pour une loi spéciale pour l'extinction complète des bons dans par l'Etat suffit et au-dela pour la dite extinction et que les fonds de ladite caisse ne peuvent être détournés de leur but; mais le comité diffère d'opinion quant à l'objet auquel sera appliqué le dit appropriation de $34,977 60-100. Tandis que la majorité du comité est d'opinion que la dite somme devrait être appliquée à la construction d'écoles publiques ainsi que le demande la pétitionnaire, une respectable minorité pense qu'il serait plus convenable d'appliquer cette somme à l'extinction des bons émis par l'Etat. La majorité a fourni son opinion sur la convenance où elle est que la cause d'amortissement, créée expressément pour ladite extinction, est amplement suffisante, et que les fonds qui en proviennent ne peuvent pas être détournés de leur but. Quant à la sécurité de l'Etat, indépendamment de la dite cause d'amortissement il tient entre les mains les bons de la Municipalité; il n'y a donc aucun danger. Puisque l'Etat ne court aucun risque, le comité pense que la dite appropriation ne pourrait pas être appliquée à une cause d'utilité publique, pour toutes les classes de la société plus grande et plus importante que celle de l'éducation publique. Tous ceux qui aiment leur patrie sont intéressés à l'avancement de cette cause, qui en appelle à tous les cœurs. La question, dans toutes ses branches, est d'une vaste importance et chacun devrait aider à la propagation, à la dissémination de l'éducation publique ainsi qu'elle puisse, ainsi que la rosée du ciel, tomber uniformément sur l'enfant du pauvre et sur l'enfant du pionnier de la forêt.

La Seconde Municipalité présente de nombreux motifs pour que l'appropriation soit appliquée ainsi qu'elle le demande. Le rapport remarquable et précis du surintendant des écoles publiques, démontre que, sur une somme de $134,589 déposée dans l'Etat pour la construction ou le loyer de maisons d'école, la Seconde Municipalité seule en a reçu une $91,096, et malgré cette dépense considérable il existe encore sous ce point de vue de grandes lacunes dans la Municipalité qu'il serait important de combler.

Malgré cette dépense la Municipalité paie tous les ans aux fonds des écoles une somme de $20,000 de plus qu'elle ne reçoit.

A vec ces faits devant nous la majorité du comité est d'opinion que les appropriations demandées devrait être faite dans le but de créer des écoles publiques sur les lois de terre déjà achetés à cet effet selon que les 2,304 enfans sur les 5,055, en état d'aller à l'école, résidant actuellement dans la Municipalité, passeront avoir une occasion de s'instruire.

Conformément aux faits et à l'opinion de la majorité de comité, le chairman est invité à rapporter à la Chambre l'acte suivant et d'en recommander l'adoption.

THOMAS W WATTS, chairman.

Sur motion, l'impression du dit rapport est ordonnée.

M. Bovee, au nom de la minorité du comité d'éducation, soumet le rapport suivant :

La minorité du comité de l'éducation publique, à laquelle a été référée cette somme de $20,000 à la Municipalité No 2, sans dissidence qu'il soit affectée au paiement de l'Etat, sous le contrôle de la Municipalité, et l'extinction jusqu'à cette somme, des bons de la Municipalité, donnée en échange des dits bons de l'Etat, en vertu de l'acte de 1849.

ISAAC T. PRESTON,
JAS. H CALDWELL,
BYRNE HAYNES.

Sur motion, l'impression du dit rapport est également ordonnée.

Les membres suivants, d'après avis, présentent les bills suivans, qui sont, après suspension des règles, référés aux divers comités qui leur sont respectivement :

M. Molae.—Acte en faveur des officiers de l'ordre qui n'auraient point été présent à l'assemblée d'office qu'après leur entrée dans l'exercice de leurs fonctions.

M. Jamison.—Acte pour pourvoir à la correction des tableaux d'assessement dans la paroisse d'Orléans et de Jefferson pour l'année 1849.

M. Lewis.—Acte pour abroger l'acte intitulé "Acte relatif à la publication des ventes judiciaires dans les paroisses d'Est Féliciana, Madisone et Carroll.

M. Leroy.—Acte en faveur de Solomon Cohn.

M. Jackson.—Acte pour fixer les limites entre les paroisses des Rapides, St-Landry et Calcasieu.

M. Pierson.—Acte pour abroger l'acte No 318 de la session de 1847 et l'acte de 1849 amendant le dit acte.

M. Bibbin.—Acte pour établir un dépôt à Bâton-Rouge pour commencer et garder les malades, fixer, maintenir un département de l'hospitalier de l'Etat avec une infirmerie y annexée.

M. Bovee.—Acte pour mettre sur pied d'égalité les personnes libres et blanches relativement à la propriété des esclaves.

M. Bovee.—Acte pour changer l'acte intitulé : Acte pour [illegible]